

Paris, le 22.01.2026

Objet : Sans les plus précaires, pas de démocratie locale

Madame la candidate, monsieur le Candidat,

Nous sommes celles et ceux que la République ne considère pas. Invisibilisés, stigmatisés, souvent réduits à des chiffres, nous vivons chaque jour les conséquences d'un système qui parle d'égalité tout en organisant l'exclusion faute de volonté politique. Anciennes et anciens de l'Aide Sociale à l'Enfance et personnes sans-abris, nous avons choisi, avec le projet Voix de la Rue porté par Les Oubliés de la République pour les municipales de 2026, de reprendre la parole pour que nos réalités deviennent des priorités politiques. À travers des ateliers citoyens dans plusieurs villes de France, ce projet permet aux personnes concernées de porter leurs revendications auprès des candidates et candidats.

Tout commence par l'accès aux droits les plus essentiels. Sans adresse, pas de travail. Sans douche, pas de dignité. Sans écoute, pas de soin. Nous sommes encore nombreuses et nombreux à se heurter à des démarches inaccessibles, à des guichets fermés, à des dispositifs saturés. Nous demandons la domiciliation inconditionnelle par toutes les mairies, un accès gratuit à l'hygiène, y compris aux protections menstruelles, et la gratuité des suivis psychologiques adaptés pour les personnes en précarité. La dignité doit cesser d'être une option.

Or, accéder à ses droits, si tant est qu'on en ait connaissance, ne suffit pas quand on n'a nulle part où aller. A Paris, ce sont plus de 3500 personnes qui dorment dehors, faute de places, faute de solutions, faute d'accompagnement. Les structures censées accueillir offrent trop souvent des conditions dégradantes : promiscuité, manque d'intimité, ambiance pesante. Entre la rue et un taudis, le choix n'est pas toujours simple. Nous voulons des lieux d'accueil qui redonnent confiance, avec du personnel formé, des espaces propres, calmes et humains. Être mis à l'abri, ce n'est pas seulement avoir un toit, c'est retrouver un peu de paix.

Et quand la rue devient la seule issue, c'est souvent parce que la société a abandonné bien avant. Les jeunes sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance en sont la preuve. À 18 ans, on nous met dehors, sans logement ni repère, alors que nos parcours sont déjà marqués par les ruptures. Ce passage brutal à la majorité ne devrait pas être une chute. Nous demandons un accompagnement garanti jusqu'à l'autonomie, avec un logement stable, un accompagnement progressif et un véritable droit au retour vers les dispositifs d'aide. Aucun ou aucune jeune ne devrait passer de l'ASE à la rue.

Mais vivre ne se résume pas à survivre. Se reconstruire, c'est aussi pouvoir accéder à la culture, au sport, à l'information, aux autres. Être exclu, c'est être privé de ces espaces où l'on apprend à se connaître et à reprendre confiance. Nous demandons la gratuité des activités culturelles et sportives pour les personnes précaires, la création de lieux de lien social dans chaque arrondissement et une meilleure information sur les droits existants. Parce que la culture n'est pas un luxe, c'est un droit qui ouvre les possibles.

Cette lettre ouverte est le fruit de nos expériences de vies, de nos discussions et de nos espoirs. Nous appelons les candidates et candidats aux municipales à intégrer ces propositions dans leurs programmes. Nous attendons aussi une réelle démarche d'aller-vers nous, concrétisée par deux rendez-vous annuels permettant à notre savoir expérientiel, acquis lors de nos parcours d'exclusion, de renforcer la légitimité, l'efficacité et la dignité de vos propositions. Nous sommes disponibles pour en discuter et construire ensemble des politiques qui partent du réel. Nos voix comptent. Nos vies aussi.

**Membres du Forum de Paris
des Oubliés de la République**



Les Oubliés de la République

 +33 6 64 36 61 09

 arnaud@oubliesrepublique.fr

 En savoir plus : www.oubliesrepublique.fr